



Communiqué
Pour diffusion immédiate

L'avenir de la station touristique du Mont-Orford Un consensus régional solide

Magog, le 29 avril 2010 — C'est une véritable démonstration de solidarité et de cohésion qu'ont réalisé les acteurs économiques et politiques des régions de Memphrémagog et de Sherbrooke pour soutenir le plan de relance de la station touristique du Mont-Orford. C'est en effet plus de 10 organismes et élus de la région qui se sont regroupés lors d'une conférence de presse, afin de demander aux parlementaires à Québec de tout faire pour empêcher la fermeture du centre de ski et du golf du Mont-Orford.

Le préfet de la MRC de Memphrémagog, Gérard Marinovich, a expliqué qu'un commentaire rapporté aux termes de la Commission parlementaire à l'effet qu'un *clivage persistait en région* avait inquiété plusieurs personnes et que l'objectif de cette conférence de presse avait justement pour but de dissiper tout doute à ce sujet. « Nous sommes étonnés de cette perception de la ministre rapportée dans les médias qui, si elle s'avérait vraie, reposerait sur les points de vue d'une poignée d'individus animés par toutes sortes d'intérêts sectoriels ». Il s'est dit surpris que ces positions marginales puissent peser autant dans la balance alors que l'ensemble des intervenants politiques et économiques de la région parlent d'une voix commune. « L'unanimité en démocratie, ça n'existe pas! Ce qu'on nous a demandé, c'était la recherche d'un solide consensus et c'est ce que nous avons réalisé » a lancé le maire d'Eastman et préfet de la MRC.

De son côté, la présidente du CLD de la MRC de Memphrémagog, madame Vicki May Hamm, a déclaré que jamais un tel consensus et un tel sentiment de solidarité n'ont été réalisés dans la région. « Depuis plus de quatre ans, toute la communauté a travaillé, et ce, à la demande de la ministre, à créer ce consensus et à proposer des pistes de solutions. Il est indéniable que nous avons livré la marchandise et nous nous attendons à ce que le gouvernement réponde positivement à cet effort collectif ».

Cette dernière a rappelé que le CLD de la MRC de Memphrémagog avait démontré, lors des audiences de la Commission parlementaire, plusieurs études à l'appui, qu'il fallait que le projet de loi 90 soit amendé, afin de permettre un certain nombre de liaisons entre les projets immobiliers et la station touristique. « Il est clair pour tout le monde ici aujourd'hui, qu'un refus d'amender le projet de loi dans ce sens, équivaut à la fermeture de la station .»

Présent à la conférence de presse, le maire de Sherbrooke, monsieur Bernard Sévigny, a lui aussi tenu à rappeler qu'il était impensable d'envisager la fermeture de la station touristique du Mont-Orford. « Nos économies sont intimement liées et le Mont-Orford

représente un moteur économique non seulement pour la région Magog-Orford, mais aussi pour l'ensemble de l'Estrie. La qualité de vie et la variété des équipements récréotouristiques offerts en région font partie de notre offre en matière de développement économique. Or, le Mont-Orford est, dans ce contexte, un véritable emblème qu'il faut préserver. Je ne peux pas croire qu'au moment où notre ville s'apprête à se doter d'une vision et d'une instance intégrée pour gérer le tourisme récréatif chez nous à Sherbrooke, on parle de démanteler les équipements du Mont-Orford. C'est pourquoi nous joignons notre voix à celles de tous les intervenants de la région pour demander aux membres de la Commission parlementaire de tenir compte des recommandations déposées par le CLD, la MRC de Memphrémagog et les partenaires économiques de la région, en ce qui a trait à la création de liaisons entre la station touristique et les projets immobiliers hors parc, pour ainsi assurer sa viabilité ».

Tous les autres intervenants présents à la conférence de presse, Pierre Bastien maire d'Orford, Jocelyna Dubuc de Tourisme Cantons-de-l'Est, Francine Caya de la Chambre de Commerce et d'industrie Magog-Orford, Nicole Brouillette de la Chambre de Commerce régionale de l'Estrie, Jérémy Parent de la SDC centre-ville Magog, Jean-Guy Gingras de Vision Magog-Orford, Marc Bellemare de la FTQ, Raymond Gagné de Orford 911, Serge Audet de la Chambre de Commerce de Sherbrooke et Michel Tessier de la Chambre de Commerce de Fleurimont, ont essentiellement répété à tour de rôle qu'ils allaient maintenir la pression sur le gouvernement afin de s'assurer que le projet de loi 90 soit modifié. « Nous demandons aux parlementaires de réaliser qu'ils discutent de l'avenir de toute une région, de dizaines de millions de dollars en retombées économiques et du maintien ou non de plusieurs centaines d'emplois et qu'il est temps que les intérêts économiques de la région prévalent aux intérêts partisans » de dire Pierre Bastien, maire d'Orford.

En conclusion, c'est de façon unanime que tous les participants ont convenu d'interpeller le Gouvernement du Québec et l'Opposition officielle, afin qu'ils mettent tout en œuvre pour assurer la pérennité de la station touristique du Mont-Orford. « Je crois que l'exercice d'aujourd'hui démontre bien notre détermination à vouloir sauver un des plus beaux fleurons de notre patrimoine régional et que pour nous, il n'est pas question de perdre près de 600 emplois et des retombées majeures pour notre région. En ce sens, je peux vous affirmer qu'aucun effort ne sera négligé pour y parvenir » a tenu à dire Vicki May Hamm.

-30-

Source : Ghyslain Goulet
Directeur général
Téléphone : 819-843-8273 poste 227
Courriel : ggoulet@cldmemphremagog.com